Bien que le texte des traités unissant l'Autriche et l'Italie à l'Allemagne n'ait pas été publié, il est généralement admis qu'ils obligent les deux premières nations à coopérer activement avec la dernière, au cas seulement où l'empire germanique serait serait attaqué simultanément par deux grandes puissances.

L'acte d'agression, l'initiative doit venir de nations hostiles à l'Allemagne. Sans doute, rien de plus facile pour celle-ci que de trouver un prétexte pour assaillir la France ; mais en ce cas l'Allemand agresseur ne pourrait pas compter sur le concours actif de ses alliés.

D'un autre côté, la Russie ne permettrait jamais à l'empire germanique d'employer toutes ses forces contre la France. Dès 1873 l'avis en a été donné par Gortchakoff, alors que la rapidité avec laquelle la France payait son énorme rançon de Cinq Milliards, donnait à Bismarck et à Von Moltke la velléité de saigner de nouveau un pays qu'ils n'avaient pas cru si riche.

Quelle que soit la nature précise de l'entente actuellement existant entre la France et la Russie, personne ne doute que le Czar Nicolas II ne soit encore moins disposé que Gortchakoff à laisser la France soutenir seule la lutte contre tous les états confédérés de l'Allemagne. On sait donc bien à la cour de Berlin que dans une guerre déclarée à la France par l'Allemagne, la moitié de l'armée allemande devrait garder la frontière russe. Tenter de battre l'armée française avec la moitié des forces allemandes serait un acte de témérité dont aucun commandant expérimenté et sage ne se rendrait coupable. On sait que les Allemands n'ont jamais remporté de victoires en 1870, que grâce à la grande supériorité du nombre ; il n'est pas à craindre qu'ils changent cette prudente tactique.

On peut donc conclure de tout cela que, aussi longtemps que les combinaisons internationales actuelles existeront, l'Allemagne ne cherchera aucun prétexte d'attaquer la France. Si la guerre éclate, c'est qu'elle aura été commencée par la France et la Russie.

Alors seulement l'empereur Guillaume pourrait compter sur le secours efficace de ses alliées l'Autriche et l'Italie.

Les Français, en général, seraient heureux de voir leur gouvernement déclarer la guerre à l'Allemagne. Ils ne sont pas résignés le moins du monde à la perte de l'Alsace et de la Lorraine. Leurs yeux sont encore fixés sur ces deux chères provinces. En vain leur attention a-t-elle été détournée vers Tunis, le Tonquin, l'Ouest africain, Madagascar. Ils savent bien que le plus tôt viendra la lutte, plus grandes seront leurs chances de victoire. Leur armée